

## ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 400

Interdiction de stationnement,  
Autorisation de travaux,  
Occupation du domaine public,

Du lundi 09 Septembre 2024,  
Au vendredi 04 Octobre 2024,

**Prolongation de l'arrêté**  
N° :SL/ST/2024/333

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et  
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**CONSIDERANT** qu'en raison de travaux  
d'extension électrique BTA, par l'entreprise  
MARRON-TP, pour le compte d'Enedis, il est  
nécessaire d'occuper les emprises, et d'interdire le  
stationnement, au droit de l'Avenue de la Forêt,  
Rue Notre-Dame de Bonsecours et Avenue Général  
de Gaulle.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant,  
au droit de l'Avenue de la Forêt, Rue Notre-Dame de Bonsecours et Avenue Général de Gaulle, du lundi 09  
Septembre 2024 au vendredi 04 Octobre 2024.

**Article 2 :** La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte, au droit de l'Avenue de la Forêt,  
Rue Notre-Dame de Bonsecours et Avenue Général de Gaulle, du lundi 09 Septembre 2024 au vendredi 04  
Octobre 2024.

**Article 3 :** L'entreprise MARRON-TP est autorisée à intervenir sur le domaine public au droit du lundi  
09 Septembre 2024 au vendredi 04 Octobre 2024.

**Article 4 :** L'entreprise MARRON-TP se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier  
pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

**Article 5 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies  
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la  
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 6 :** L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat  
durant le chantier.

**Article 7 :** Les panneaux de stationnement interdit seront mis en place par l'entreprise.

**Article 8 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de  
l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour  
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi  
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 10 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
  - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
  - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 22 AOUT 2024



Le Maire,  
Pour le Maire,  
Et par Délégation,

Daniel GUEDRAS  
4ème Adjoint au Maire